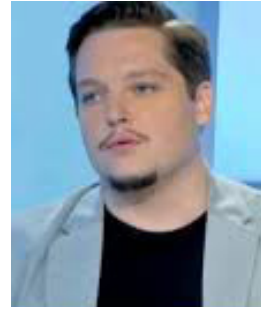


L'ASIE TIRAILLÉE ENTRE L'INFLUENCE DES ÉTATS-UNIS ET DE LA CHINE



AXEL NODINOT*

Si l'orage de la guerre laisse derrière lui plus de survivants que de vainqueurs, la nuée capitaliste qui le porte dévoile bien d'autres cieux. La guerre imposée par les États-Unis et Israël à l'Iran le 28 février dernier et la crise énergétique qu'elle a provoquée obligent les dirigeants à se positionner. En Asie notamment, frappée de plein fouet par le blocage du détroit d'Ormuz, qui envoyait plus de 90 % des barils du golfe Persique vers l'Est. La Chine, qui importait 80 % du pétrole iranien à prix réduit et considère Téhéran comme une étape essentielle de son Initiative de la ceinture et de la route, plus communément surnommée les « Nouvelles routes de la soie », est la première visée par les États-Unis, comme ce fut le cas au Venezuela le 3 janvier dernier.

Depuis la création de la République populaire de Chine (RPC) et plus encore après 1991, Washington en a fait sa bête noire, en redéployant notamment sa « stratégie des chaînes d'îles », à l'origine destinée à l'URSS, autour de la Chine pour l'endiguer. Les choses s'accroissent encore lorsque l'administration Obama décide d'opérer un « pivot asiatique » pour militariser l'Asie-Pacifique. Donald Trump est dans la droite ligne de ses prédécesseurs lorsqu'il qualifie lors de sa

* JOURNALISTE, COORDINATEUR DU DOSSIER

seconde investiture la Chine de « *menace principale* » du monde. Mais voilà, la croissance économique portée par la stratégie de planification du Parti communiste chinois, qui raccourcit les circuits de production et prône l'innovation numérique et énergétique, irrite la première puissance mondiale, qui refuse que toute possibilité de socialisme soit érigée en modèle alternatif. Le maccarthysme est loin d'être tombé avec l'URSS, et fait encore dire à un ancien gradé américain, en 2025, que la marine nationale doit intervenir contre la Chine pour éviter que « *l'Asie ne devienne rouge* » ...

60

La perspective de perdre son leadership mondial au profit de Pékin attise l'agressivité de Washington. C'est ce qu'une équipe de chercheurs de l'Institut Tricontinental nomme dans une étude de 2024 « *l'hyper-impérialisme* »¹, qui peut être résumé par la théorie des trois pouvoirs. Le pouvoir productif est depuis longtemps aux mains de la Chine ; le pouvoir économique s'éloigne lui aussi des États-Unis ; reste donc à ces derniers le pouvoir militaire. Pékin augmente certes rapidement ses dépenses de défense (313 milliards de dollars en 2024)², son stock d'ogives nucléaires (600 en 2025)³ ou encore son nombre de porte-avions (3). Mais l'écart avec son rival, qui met les bouchées doubles, reste affolant : 997 milliards de dollars, 5 177 têtes nucléaires et 11 porte-avions. Washington possède enfin un autre atout, important d'une autre manière, le soft power. Car la diabolisation de la deuxième puissance mondiale est savamment orchestrée par le capital occidental, qui déplore que la forte croissance et l'explosion du commerce en Asie profitent surtout... aux Asiatiques. Observant l'accumulation des richesses sur la côte Est des États-Unis, Karl Marx prédit dès les années 1850 dans la *Nouvelle gazette rhénane* : « *L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'Antiquité : celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas aujourd'hui de la Méditerranée* ».

D'où ce besoin pour les puissances traditionnelles du Nord global de réaxer leur politique étrangère en Asie. Pour les États-Unis

¹ <<https://thetricontinental.org/studies-on-contemporary-dilemmas-4-hyper-imperialism/>>.

² Banque mondiale.

³ Institut international de recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI).

PRÉSENTATION

certes, mais aussi l'Europe déclinante, qui multiplie les partenariats avec les pays du continent, et plus particulièrement la France, deuxième puissance maritime mondiale à la faveur de ses reliquats coloniaux, dans les océans Indien et Pacifique. « *L'idée que la France puisse être un pays du Pacifique insulaire continue de surprendre bon nombre de ses voisins* », affirme Marianne Péron-Doise, directrice de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)⁴. Pourtant, Emmanuel Macron ne cesse de défendre une « *troisième voie* » française dans la région. En 2019, le quai d'Orsay publie même sa stratégie française pour « *l'Indopacifique* »⁵. Une notion moins géographique que politique, utilisée par l'ancien dirigeant et faucon japonais Shinzo Abe en 2007, puis mobilisée par les États-Unis, l'Australie et le Japon pour intégrer l'Inde au Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), relancé en 2017 pour endiguer l'émergence de la Chine. « *Ce terme est un changement de paradigme. On passe d'une approche géographique à une approche géopolitique de flux maritimes*, reconnaît Marc Abensour, ambassadeur de France chargé de l'Indopacifique, dans le magazine de la marine nationale⁶. Si je devais résumer notre posture, je dirais : pas de confrontation avec la Chine, pas d'équidistance entre les États-Unis (nos alliés) et la Chine et pas d'alignement stratégique sur Washington. » Malgré ces paroles, la troisième voie française ressemble étrangement à une bretelle de l'autoroute guerrière états-unienne, qui multiplie ces dernières années les partenariats de défense et de renseignement tels qu'AUKUS (Australie-Royaume-Uni-États-Unis) en 2021, et JAKUS (Japon-Corée du Sud-États-Unis) en 2023.

Le Parti communiste chinois et son secrétaire général Xi Jinping prônent ce qu'ils appellent une « *communauté de destin pour l'humanité* », et un modèle de coopération basés sur le développement économique et la construction d'infrastructures, plutôt que sur la coercition et la vente d'armes. Il est évident que Pékin en profite, notamment en s'implantant dans nombre de pays,

⁴ <<https://www.iris-france.org/turbulences-dans-lindo-pacifique-francais-politique-interieure-et-politique-etrangere-les-differentes-echelles-de-la-crise-neo-caledonienne/>>.

⁵ <<https://www.defense.gouv.fr/dgris/asie-oceanie-amerique-latine/strategie-francaise-indopacifique>>.

⁶ *Cols bleus* numéro 3131, novembre 2025.

en y collectant des dettes et en mettant la main sur les terres et métaux rares nécessaires à sa souveraineté sur la chaîne de production technologique. Il demeure que cette stratégie d'influence est largement distincte d'un impérialisme états-unien exacerbé depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Cet impérialisme pousse les pays du Sud global à s'inscrire dans le sillage de la locomotive chinoise, sans pour autant abandonner un multilatéralisme économique pragmatique, en témoigne la « *diplomatie du bambou* » vietnamienne, mise en pratique par le secrétaire général Nguyen Phu Trong, décédé en 2024. Pour poursuivre sa croissance, la plus forte du globe, Hanoï compte suivre le modèle chinois en créant une « *économie capitaliste d'État* », que Mao Zedong définissait comme une étape vers le socialisme⁷. Une étape délicate, tant elle ouvre les portes du pays aux multinationales du Nord et à leurs réseaux politiques.

62

En définitive, au cœur de la lutte d'influence sino-américaine, peu de pays d'Asie choisissent un camp ; la plupart marchent sur un fil. Pour compenser le manque de pétrole causé par la guerre en Iran, l'Indonésien Prabowo Subianto pourrait autoriser les avions de chasse états-uniens à survoler l'espace aérien de l'archipel. Jakarta est pourtant première puissance de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui a lié avec la Chine le plus large accord de libre-échange au monde. Le géant indien, chantre du « *multialignement* » que prône l'ultralibéral et suprémaciste hindou Narendra Modi, continue d'acheter du pétrole et du gaz russe tout en se rapprochant de manière inédite de Washington et de Bruxelles, qui ont toujours vu en New Delhi un contrepoids à Pékin, en témoigne ce qu'Ursula von der Leyen nomme « *la mère de tous les accords* » de libre-échange, signée en janvier entre l'UE et l'Inde. Mais l'imprévisibilité de l'administration Trump a encouragé des pays tels que l'Inde et la Corée du Sud à se rapprocher récemment de la Chine.

Seul le Japon, et à sa tête la première ministre réactionnaire Sanae Takaichi, prête à réécrire la Constitution pacifique de l'archipel et à combattre la RPC en cas d'intervention à Taïwan, s'aligne résolument sur les États-Unis. La dirigeante consent à consacrer

⁷ Mao Zedong, *Œuvres choisies*, tome V.

PRÉSENTATION

3,5 % du PIB japonais à la défense, comme le souhaite Donald Trump, et il ne serait pas étonnant qu'elle soit favorable à ce que son prédécesseur Shigeru Ishiba appelait un « OTAN asiatique », qui enflammerait sans aucun doute la mer de Chine orientale. Comme le Japon, Taïwan – qui n'est pas reconnue comme un État – est un maillon essentiel des « chaînes d'îles » pour Washington, qui continue de l'armer tout en prenant garde à Pékin, pour qui l'indépendance taïwanaise est une ligne rouge absolue. D'autres conflits territoriaux sont à considérer en fragilisant une cohésion asiatique qui demeure relative, comme la région du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, la frontière thaïlando-cambodgienne ou la folle escalade qui se déroule actuellement autour des îles Spratleys, une constellation d'îlots et d'atolls inhabités dans la mer de Chine méridionale, qu'une demi-douzaine de pays se hâtent d'occuper et de militariser. Car les BRICS +, l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'ASEAN ne sont pas des plateformes stratégiques mais commerciales. L'hétérogénéité des pays du Sud global les empêche de s'unir autrement que contre l'impérialisme états-unien, même si des initiatives telles que l'Organisation internationale de médiation émergent. Sans candeur aucune, les économies émergentes d'Asie et d'ailleurs s'intéressent au modèle chinois, socialiste et internationaliste. Pour Jean Jaurès, ces deux facteurs représentaient « *sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix* ».

63